

## ARRETE MUNICIPAL D'OCTROI D'UNE AUTORISATION DE STATIONNEMENT

## N° 163/2024

Le Maire de la Ville de SIERENTZ.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2;

VU le Code de la voirie routière, notamment ses articles L.113-2, L.141-2, R.116-2 et R.141-14;

VU le nouveau Code pénal, notamment ses articles 131-13 et R.610-5;

**VU** l'instruction interministérielle du 22 octobre 1963 sur la signalisation des routes, modifiée et complétée;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation des routes, modifié et complété;

**VU** la demande en date du 21 mai 2024 par laquelle Madame Monique NINOFF sollicite une autorisation de stationnement pour une benne devant sa propriété au 23 rue du Rhin à SIERENTZ;

## **ARRÊTE**

<u>Article 1<sup>er</sup></u>: L'entreprise chargée des travaux est autorisée à stationner une benne sur le trottoir devant la propriété de Madame Monique NINOFF située au 23 rue du Rhin à SIERENTZ, du **28 mai 2024 au 29 mai 2024**. Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

<u>Article 2</u>: La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions en vigueur.

Article 3: La benne devra être éclairée pendant la nuit et être installée de manière à ne faire obstacle ni à l'écoulement des eaux, ni au libre accès aux immeubles, bouches d'incendie et appareils d'éclairage.

<u>Article 4</u>: Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

<u>Article 5</u>: Les panneaux de signalisation réglementaires seront mis en place par le demandeur pour permettre l'application du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles.

<u>Article 6</u>: Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

<u>Article 7</u>: Dès l'achèvement des travaux, l'entreprise effectuant ces travaux devra enlever tous décombres et matériaux et réparer tous dommages éventuellement causés sur la chaussée.

Article 8: Tout agent de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 : Cette décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SIERENTZ ; Service Routier
Saint-Louis – ALTKIRCH ; Madame la Procureure de la République – MULHOUSE ;

Brigade Verte du Haut-Rhin - WALHEIM ; Madame Monique NINOFF – SIERENTZ.

ARRETE RENDU EXECUTOIRE
PAR PUBLICATION OU NOTIFICATION

Mis en ligne le 2365124 par Pascal TURRI, Maire de Sierentz SIERENTZ, le 22 mai 2024 Le Maire, Pascal TURRI